

Canada
Province de Québec
MRC Lac-Saint-Jean-Est
MUNICIPALITÉ DE SAINT-NAZAIRE

PROCÈS-VERBAL de la séance spéciale du conseil municipal, tenue le lundi 9 décembre 2019, à 19 h à la salle des délibérations de l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Jules Bouchard, maire.

Sont aussi présents les membres du conseil suivants :

M, Derek O'Hearn, district n° 1
M^{me} Rollande Côté, district n° 2
M. Charles Lapointe, district n° 3
M^{me} Johanne Lavoie, district n° 4
M. Maxime Larouche, district n° 5
M. Jean-François Néron, district n° 6

Assiste également à cette séance :
Pierre-Yves Tremblay, directeur général

Nombre de citoyens présents : 1

1. MOT DE BIENVENUE

Le maire procède à l'ouverture de la séance

2. SIGNIFICATION DE L'AVIS DE CONVOCATION

Conformément à l'article 153 du Code municipal du Québec, le directeur général et secrétaire-trésorier constate et mentionne que l'avis de convocation de la présente séance spéciale a été notifié à tous les membres du conseil municipal.

3. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Signification de l'avis de convocation
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Approbation des prévisions budgétaires 2020 des services policiers de la Sûreté du Québec
5. Autorisation d'aller en appel d'offres sur SEAO pour la pose de traitements de surface double dans les Rangs 6 et 8
6. Adoption du règlement 374-19 ayant pour objet de fixer les taux de taxes pour l'année 2020
7. Période de questions
8. Levée de la séance

3.1. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Derek O'Hearn
Appuyé par Johanne Lavoie
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents:

19-251

| Que l'ordre du jour soit et est approuvé tel que rédigé.

Acceptée

4. APPROBATION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2020 DES SERVICES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

ATTENDU QUE les services policiers de la Sûreté du Québec ont déposé les prévisions budgétaires pour l'année 2020;

ATTENDU QUE la quote-part de la municipalité de Saint-Nazaire pour l'année 2020 s'élèverait à 131 808 \$, représentant une hausse de 2 584 \$ comparativement à l'année 2019;

ATTENDU QUE le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a accordé aux municipalités une aide financière afin de couvrir une partie de la hausse de la facture des services de police de la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Maxime Larouche

Appuyé par Charles Lapointe

19-252

Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

Que les prévisions budgétaires 2020 des services policiers de la Sûreté du Québec sont approuvées.

Acceptée

5. AUTORISATION D'ALLER EN APPEL D'OFFRES SUR SEAO POUR LA POSE DE TRAITEMENTS DE SURFACE DOUBLE DANS LES RANGS 6 ET 8

Il est proposé par Rollande Côté

Appuyé par Jean-François Néron

19-253

Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

Que les membres du conseil autorisent Pierre-Yves Tremblay, directeur général à aller en appel d'offres sur SÉAO pour la pose de traitements de surface double dans les rangs 6 et 8.

Acceptée

6. ADOPTION DU RÈGLEMENT 374-19 AYANT POUR OBJET DE FIXER LES TAUX DE TAXES POUR L'ANNÉE 2020

ATTENDU QUE, pour rencontrer les dépenses de la municipalité de Saint-Nazaire pour l'année 2020, le conseil municipal doit décréter l'imposition et le prélèvement des taxes et compensations pour l'année 2020;

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1, la municipalité peut fixer et imposer différents taux de la taxe foncière en fonction des catégories d'immeubles;

ATTENDU QU'un avis de motion, un dépôt et une présentation du présent règlement a été donné à la séance du 2 décembre 2019 par Rollande Côté, conseillère du district n°2;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Rollande Côté

Appuyé par Jean-François Néron

19-254

Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

QUE le conseil municipal de Saint-Nazaire ordonne et statue de ce qui suit, à savoir :

CHAPITRE 1 PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **bête** » : animal de ferme à l'exception des volailles et des lapins.

« **immeuble** » : 1° tout immeuble au sens de l'article 900 du *Code civil du Québec*; 2° tout meuble, sous réserve du troisième alinéa, qui est attaché à demeure à un immeuble visé au paragraphe 1.

« **Municipalité** » : la municipalité de Saint-Nazaire.

« **propriétaire** » : la personne au nom de laquelle est inscrite, en vertu de la section I du chapitre V de la *Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1, une unité d'évaluation.

« **rôle** » : le rôle d'évaluation foncière de la Municipalité.

« **service** » : le service d'aqueduc, d'égout, de cueillette et d'élimination des matières résiduelles ou de vidange et de traitement des fosses septiques des résidences isolées, selon le cas, fourni par la Municipalité, la MRC de Lac-Saint-Jean-Est ou une régie intermunicipale.

« **taux de base** » : le taux de taxe foncière particulier à la catégorie résiduelle.

« **unité d'évaluation** » : unité d'évaluation telle qu'inscrite au rôle.

« **unité de logement** » : partie d'un immeuble portant une adresse civique distincte ou servant à loger ou abriter une personne ou les membres d'une même famille, comprise dans une unité d'évaluation.

« **établissement d'entreprise** » : Tout ou partie d'une unité d'évaluation où est exercé, à des fins lucratives ou non, une activité économique ou administrative en matière de finance, de commerce, ou de services, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'exercice.

CHAPITRE 2 TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES À TAUX VARIÉS

ARTICLE 3 - TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

Pour l'exercice financier 2020, il est imposé et il sera prélevé, une taxe foncière générale sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité, suivant les taux suivants de la catégorie à laquelle appartiennent les unités d'évaluation :

- a) taux de base : 1,05 / 100 \$ de la valeur portée au rôle;
- b) immeubles de six logements ou plus : 1,05 / 100 \$ de la valeur portée au rôle;
- c) immeubles non résidentiels : 1,42 / 100 \$ de la valeur portée au rôle;
- d) immeubles industriels : 1,62 / 100 \$ de la valeur portée au rôle;

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES

Les dispositions des articles 244.29 et 244.58 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1 s'appliquent intégralement.

CHAPITRE 3
COMPENSATIONS POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

ARTICLE 5 – COMPENSATION APPLICABLE

Pour l'année 2020, il est imposé et il sera prélevé de tout propriétaire d'un immeuble situé sur le territoire de la Municipalité desservi par le service d'aqueduc, une compensation selon le taux le plus élevé **applicable** parmi les suivants :

- a) pour toute unité d'évaluation résidentielle, non résidentielle, commerciale ou industrielle : 422 \$;
- b) station de lavage pour automobiles : 1 266 \$ (3 x 422 \$);
- c) épicerie ou dépanneur sans système de refroidisseur fonctionnant à l'eau : 844 \$ (2 x 422 \$);
- d) épicerie ou dépanneur avec système de refroidisseur fonctionnant à l'eau : 1 688 \$ (4 x 422 \$);
- e) serre commerciale : 5 064 \$ (12 x 422 \$);
- f) ferme ou ferme de 1 à 10 bêtes : 844 \$ (2 x 422 \$);
- g) ferme ou ferme de 11 à 50 bêtes : 1 266 \$ (3 x 422 \$);
- h) ferme ou ferme de 51 bêtes ou plus : 1 688 \$ (4 x 422 \$);
- i) restaurant de 1 à 50 places : 844 \$ (2 x 422 \$);
- j) restaurant de 51 places ou plus : 1 266 \$ (3 x 422 \$);
- k) salon de quilles : 1 266 \$ (3 x 422 \$);
- l) poste d'essence : 422 \$;
- m) bar et/ou salle de spectacles : 1 266 \$ (3 x 422 \$);
- n) résidence privée pour personnes âgées autonomes ou non autonomes ou maison de transition de 5 à 10 résidents : 844 \$ (2 x 422 \$);
- o) résidence privée pour personnes âgées autonomes ou non autonomes ou maison de transition de 11 à 50 résidents : 1 266 \$ (3 x 422 \$);
- p) résidence privée pour personnes âgées autonomes ou non autonomes ou maison de transition de 51 à 100 résidents : 1 688 \$ (4 x 422 \$);
- q) résidence privée pour personnes âgées autonomes ou non autonomes ou maison de transition de 101 à 150 résidents : 2 110 \$ (5 x 422 \$);
- r) commerce ou bureau d'affaires : 422 \$ / établissement d'entreprise;
- s) Industries : 1 688 \$ (4 x 422 \$);
- t) immeuble résidentiel de 2 logements et plus : 422 \$ / unité de logement.

Cette compensation s'applique dès que le service est susceptible de profiter à l'immeuble.

Une compensation de 208,85 \$ s'applique à l'égard de toute unité d'évaluation vacante (non-construite) dès que le service est susceptible de lui profiter.

ARTICLE 6 – PISCINE ET SPA

En sus de la compensation décrétée à l'article 5, pour l'année 2020, il est imposé et il sera prélevé de tout propriétaire d'un immeuble situé sur le territoire de la Municipalité, une compensation supplémentaire pour le service d'aqueduc, de 35 \$ pour toute piscine, creusée ou hors terre, et de 15 \$ pour tout spa.

CHAPITRE 4
COMPENSATIONS POUR LE SERVICE D'ÉGOUT

ARTICLE 7 - COMPENSATION APPLICABLE

Pour l'année 2020, il est imposé et il sera prélevé de tout propriétaire d'un immeuble situé sur le territoire de la Municipalité desservi par le service d'égout, une compensation de 203 \$ pour chaque unité d'évaluation.

Cette compensation s'applique dès que le service est susceptible de profiter à l'immeuble. Elle s'applique également à l'égard de toute unité d'évaluation vacante (non-construite) dès que le service est susceptible de lui profiter.

CHAPITRE 5
**COMPENSATIONS POUR LE SERVICE DE CUEILLETTE
ET D'ÉLIMINATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

ARTICLE 8 - COMPENSATION APPLICABLE

Pour l'année 2020, il est imposé et il sera prélevé de tout propriétaire d'un immeuble situé sur le territoire de la Municipalité desservi par le service de cueillette et d'élimination des matières résiduelles une compensation selon le taux le plus élevé applicable parmi les suivants :

- a) pour chaque unité de logement résidentielle habitée six (6) mois ou plus par année desservie : 165 \$ (service des ordures ménagères) + 70 \$ (service des matières recyclables) + 12 \$ (service des matières organiques);
- b) pour chaque unité de logement résidentielle habitée moins de six (6) mois par année desservie : 100 \$ (service des ordures ménagères) + 35 \$ (service des matières recyclables) + 6 \$ (service de matières organiques);
- c) pour chaque immeuble institutionnel, commercial et industriel desservi : 370 \$ (services des ordures ménagères et de cueillette sélective pour un maximum de deux bacs de déchets);
- d) pour chaque immeuble agricole desservi : 370 \$ (services des ordures ménagères et de cueillette sélective pour un maximum de deux bacs de déchets);

CHAPITRE 6
**COMPENSATIONS POUR LE SERVICE DE VIDANGE ET DE
TRAITEMENT DES FOSSES SEPTIQUES DES RÉSIDENCES
ISOLÉES**

ARTICLE 9 - COMPENSATION APPLICABLE

Pour l'année 2020, il est imposé et il sera prélevé de tout propriétaire d'une résidence isolée desservie par le service de vidange et de traitement des fosses septiques, une compensation selon le taux applicable parmi les suivants :

- a) pour chaque unité de logement résidentielle habitée six (6) mois ou plus par année : 63 \$;
- b) pour chaque unité de logement résidentielle habitée moins de six (6) mois par année : 31 \$;

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ DU PAIEMENT

Sauf si la *Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1 prévoit une règle différente, les taxes foncières, compensations et autres tarifications prévues au présent règlement sont à la charge du propriétaire de l'unité d'évaluation concernée et elles sont dues même si l'unité d'habitation, la chambre, le bureau, le local, le commerce ou l'établissement est **vacant**.

ARTICLE 11 – EXIGIBILITÉ ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de versement applicables au paiement des taxes **foncières**, compensations et autres tarifications prévues au présent règlement sont établies comme suit :

- a) lorsque le montant total du compte de taxes pour l'année est inférieur à 300 \$, le compte de taxes est payable en un seul versement au plus tard le 2 mars;
- b) lorsque le montant total du compte de taxes est égal ou supérieur à 300 \$, il peut être payé, au choix du débiteur, en un versement au plus tard le 1^{er} mars ou en trois versements répartis comme suit :
 - 1^{er} versement (40 % du compte) : 2 mars;
 - 2^e versement (30 % du compte) : 1^{er} juin;
 - 3^e versement (30 % du compte) : 1^{er} septembre.

ARTICLE 12 – VERSEMENT ÉCHU

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est exigible immédiatement.

ARTICLE 13 – INTÉRÊTS

Les taxes foncières, compensations et autres tarifications prévues au présent règlement portent intérêt, à raison de 15% par an, à compter de leur date d'exigibilité.

ARTICLE 14 - IMMEUBLES EXEMPTÉS

Conformément à l'article 205 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1, tout immeuble exempté du paiement des taxes foncières est toutefois assujéti au paiement des compensations prévues aux **chapitres** 3, 4 et 5 du présent règlement, jusqu'à concurrence du maximum prévu aux articles 205 et 205.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1.

ARTICLE 15 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET EFFET

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et aura effet à compter du 1^{er} janvier 2020.

Acceptée

7. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les élus répondent aux questions de l'assemblée.

8. LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Charles Lapointe

19-255

Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

| Que la séance soit levée à 19 h 05.

Adoptée

Saint-Nazaire, le 9 décembre 2019

Pierre-Yves Tremblay, CPA, CA,
Directeur général

Jules Bouchard,
Maire